

Violences à l'école dans l'Eure : « Un chiffre qui augmente », s'alarme un syndicat

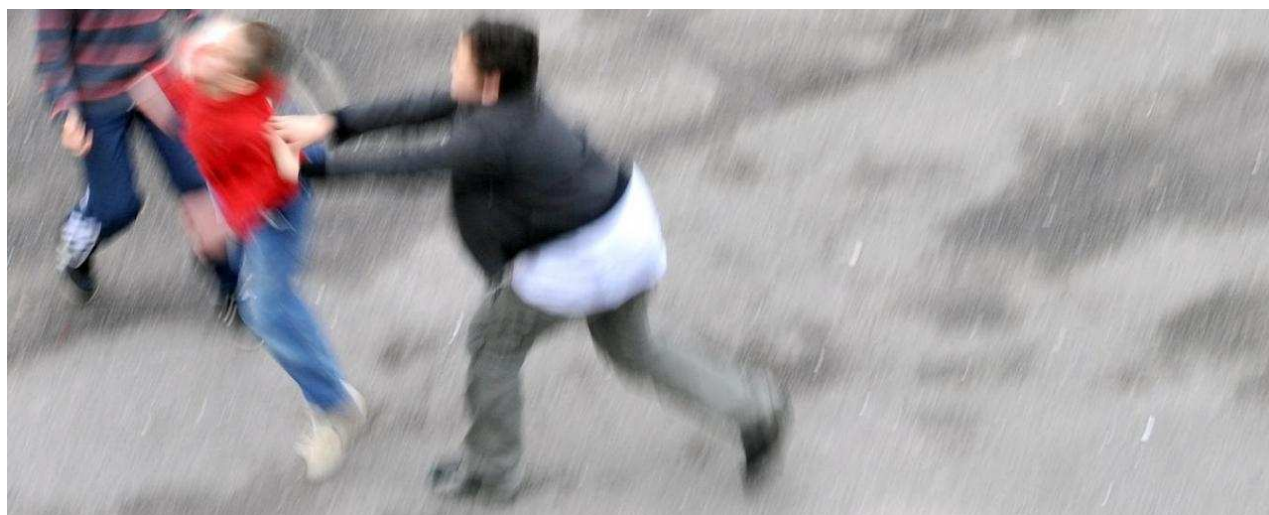


« Nous sommes de plus en plus de collègues à souffrir de ce qui se passe dans nos classes et dans nos écoles », estime David Michel, délégué Snudi-FO pour le premier degré dans l'Eure. Photo Paris Normandie

Selon le syndicat du premier degré de Force ouvrière, les faits de violences sont en constante progression, y compris au sein de l'école primaire dans l'Eure.

L'année scolaire vient de se refermer et elle n'a pas toujours été un long fleuve tranquille. Selon le syndicat FO, les faits de violences sont en constante progression. Pas moins de mille situations à risques auraient été signalées à la hiérarchie scolaire cette année, dont près des deux tiers seraient en lien avec la question de l'inclusion. Le point avec David Michel, délégué Snudi-FO pour le premier degré dans l'Eure.





Dans une école près d'Évreux, un enfant de 5 ans a blessé deux de ses camarades. Il a été exclu pendant cinq jours. Photo d'illustration AFP



Le syndicat Snudi-FO est mobilisé contre « l'inclusion systématique et forcée » des élèves en situation de handicap. Photo Paris Normandie

Dans quel état d'esprit se trouvent les enseignants du premier degré en cette fin d'année scolaire ?

« Les fins d'année scolaire me font toujours un peu peur. Les enfants sont de plus en plus fatigués, les enseignants aussi... Hier soir [mercredi 2 juillet 2025, NDLR], nous avons reçu trois demandes de protection fonctionnelle... Nous sommes de plus en plus de collègues à souffrir de ce qui se passe dans nos classes et dans nos écoles, notamment à cause de ce que nous considérons comme une inclusion inacceptable, systématique et forcée. »

En quoi pose-t-elle problème selon vous ?

« Il faut rappeler que nous sommes pour la protection des personnes handicapées. Mais la loi de 2005 ne prend pas en compte les spécificités de chaque enfant. Et donc, pour certains, la pathologie est tellement importante que l'environnement de la classe n'est pas du tout adapté. Ce n'est pas le pédagogique qui va régler le problème de la violence en classe. Il faut savoir qu'il y a 400 élèves dans l'Eure qui sont en attente de place en Itep (Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique). Cette inclusion implique de plus en plus de souffrances au travail. »

Récemment, un jeune de 5 ans a blessé deux camarades près d'Évreux : l'un à la cheville, l'autre dans le dos, à coups de paire de ciseaux. La violence à l'école a-t-elle franchi un nouveau palier ?

« Depuis 2013, on permet aux parents d'enfants handicapés, avec des troubles du comportement, d'entrer dans l'école publique la plus près du domicile. On les amène à penser que l'institution scolaire va pouvoir faire progresser leur enfant sur des bases de lecture, de mathématiques. Mais nous constatons déjà que nous avons du mal à le tenir physiquement. Ces troubles du comportement sont identifiés par l'inspection, les représentants syndicaux, par le biais des signalements. Pour le cas de cette école, la seule solution qui a été trouvée au bout de plusieurs semaines d'alerte, c'est de dire "*Madame la directrice, arrêtez-vous !*" En tant que syndicaliste, je ne peux pas l'entendre. »

« Environ 65 % liés à l'inclusion »

L'enfant de cette école a été exclu mais que se passe-t-il après ?

« S'il n'y a pas eu de solution trouvée ou d'amélioration dans son attitude et son comportement, la Dasen (Directrice académique des services de l'Éducation nationale)* peut également reprendre la main et proposer une exclusion définitive. Et donc retrouver un autre établissement. Il sera à la rentrée prochaine dans une école à proximité du domicile des parents. Mais ça déplace le problème. »

Ce n'est pas un cas isolé ?

« Aujourd'hui, nous sommes à peu près à 1 000 signalements officiels. Car derrière, il y a toujours des pressions qui sont exercées pour que les gens ne fassent pas remonter les situations. Et c'est un chiffre qui augmente. Dans les 1 000 signalements, il y en a à peu près 65 % qui sont liés vraiment à l'inclusion. Après, il y en a 20 à 25 % qui vont être liés aux propos agressifs, diffamatoires de parents. »

Il y a de plus en plus de gens qui souffrent. »

Que faudrait-il faire selon vous ?

« Des moyens pour accompagner réellement les parents. Pourquoi sont-ils aujourd'hui dans un déni par rapport à la violence de leur enfant ? Il faut prendre le temps de comprendre pourquoi ces parents-là réfutent toutes les solutions que l'administration peut apporter. S'ils sont amenés à trouver aussi eux-mêmes des solutions par rapport aux écrans, au temps de sommeil, peut-être à une prise en charge médicamenteuse, j'imagine que derrière, on va avoir forcément un changement d'attitude de l'enfant. »

Comment appréhendez-vous la rentrée prochaine ?

« Il y a de plus en plus de gens qui souffrent. Et il y a de plus en plus de gens qui vont nous le signaler par le registre santé-sécurité au travail (RSST). Mon job, c'est de montrer aux gens qu'il faut d'abord se protéger soi-même. La protection des personnels n'est pas prise en compte. Si on veut arriver à proposer encore quelque chose qui ressemble à du service aux enfants, il ne faut déjà pas finir en dépression ou en *burn-out*. »

* Sollicitée, la directrice des services de l'Éducation nationale n'a pas répondu.